

---

---

## LES EXIGENCES D'UN ENGAGEMENT DE SORTIE DE LA CRISE

---

---

*Mouvement Algérien des Officiers Libres*

---

L'Algérie n'appartient ni au clan des généraux éradicateurs, ni à un autre quelconque clan. Elle appartient à tous les Algériens.

Le refus persistant des généraux de toute tentative de réconciliation nationale et de tout dialogue avec les forces vives et représentatives de la nation et leur rejet constant de toute approche tendant à mettre fin à l'effusion de sang, ont mené l'Algérie au désastre dans tous les domaines.

Sortir le pays de l'impasse et arrêter le bain de sang nécessite ainsi le recours à d'autres voies et moyens qu'exige la gravité de la situation actuelle. A toutes situations exceptionnelles, mesures exceptionnelles !

Seul un gouvernement d'exception composé de personnalités irréprochables, intègres et compétentes, capables de prendre des mesures appropriées pour redresser la situation catastrophique actuelle, peut remettre l'Algérie sur les rails du progrès économique et social. Il peut le faire en luttant contre la pauvreté, la *Hogra*, la perversion, la dépravation et la corruption et en mettant en œuvre une politique économique et sociale adaptée aux conditions du pays et fondée sur la justice sociale. La lutte contre le chômage et la promotion des investissements productifs doivent constituer la priorité principale.

La réforme de la justice et de l'appareil judiciaire est une des premières urgences nationales en vue de doter le pays d'un système judiciaire sain et impartial et composé d'hommes intègres.

L'Algérie, pourra alors être engagée dans la voie la réconciliation nationale et de la reconstruction de l'économie sur des bases saines et durables. La gestion des affaires publiques en général et celle des gigantesques ressources financières du pays en particulier, doivent s'opérer dans une transparence absolue. Par ailleurs, les responsables doivent être comptables de leurs actes de gestion à tous les niveaux des rouages de l'Etat. Nul ne doit être au-dessus de la loi.

La moralisation de la vie politique et économique, le fonctionnement correct des institutions au service du peuple algérien sans exclusion, contribuera certainement au rétablissement de la confiance entre gouvernants et gouvernés.

Pour répondre à l'attente de l'écrasante majorité des Algériens épris de justice, de liberté, de paix et d'une redistribution équitable de la richesse nationale ;

Pour reconquérir l'honneur et la dignité bafoués de l'Algérie par ceux qui ont mené le pays dans l'abîme ;

Pour rehausser notre pays au rang qu'il mérite compte tenu de l'ampleur des sacrifices consentis par le peuple algérien ainsi que de l'importance des potentialités humaines, matérielles et financières disponibles ;

Le *Mouvement Algérien des Officiers Libres* en toute conscience proclame les étapes clefs, sans lesquelles aucune perspective n'est envisageable pour sauver le pays. Ces étapes sont fondamentales et méritent d'être respectées, car le devenir de toute une nation est en jeu.

L'état de délabrement du pays est tel qu'il ne peut être colmaté avec des demi-mesures. La rupture avec l'ancien système doit être irrévocable et totale quel qu'en soit le prix. On ne fait pas du neuf avec du vieux et la nouvelle Algérie ne doit en aucun cas être bâtie avec des hypocrites et des opportunistes qui ont dilapidé les richesses nationales et ont confisqué l'Etat algérien à leur profit.

A ce titre,

1) Abdelaziz Bouteflika doit démissionner immédiatement et éviter une humiliation qui lui serait peut être fatale. Depuis qu'il est en poste, les difficultés n'ont fait qu'empirer, son unique but n'a été que de s'asseoir sur le fauteuil de la magistrature suprême. Son incompétence se confirme au fil des mois et des années. Si le départ de Bouteflika est nécessaire, il n'est cependant pas suffisant.

2) Compte tenu de leurs responsabilités dans la catastrophe nationale, compte tenu de leurs

actes et leurs agissements irresponsables, tous les généraux dont les noms suivent, doivent être appréhendés et mis aux arrêts pour être publiquement jugés :

Général major Larbi Belkheir  
Général major Khaled Nezzar  
Général corps d'armée Mohamed Lamari  
Général major Mohamed Mediène  
Général major Smain Lamari  
Général major Mohamed Touati  
Général major Benabesse Ghezal  
Général major Ahmed Boustila  
Général major Fodhil Chérif Brahim  
Général major Said Bey  
Général major Kamel Abdelrahman  
Général major Mohamed Benslimani  
Général major Mohamed Gaid Salah  
Général major Senhadji Ahmed  
Général major Mohamed Baaziz  
Général major Abdelaziz Medjahed  
Général major Abdelhamid Djouadi

### 3) Installation du Conseil National (CN) :

Il sera créé un Conseil National pour gérer une période de transition vers la démocratie. Il sera constitué de personnalités connues sur la scène nationale pour leur intégrité morale, leurs compétences techniques et qui ne se sont pas compromis avec le régime actuel.

Le nombre et le nom des personnes qui constituent le Conseil National ainsi que ses attributions est pour l'instant confidentiel et devront être rendus publics en temps opportun.

Les premières décisions du conseil national de transition porteront notamment sur :

- a) Promulgation de la fin de la première république.
- b) Promulgation de la naissance de la deuxième république.
- c) Installation officielle des différentes commissions.

Ces mesures se traduiront en conséquence sur la scène politique par la dissolution du conseil constitutionnel, la dissolution de l'assemblée nationale, la dissolution de la chambre du sénat et le gel provisoire de toutes les activités des partis politiques. Tous les médias et organes de presse par contre fonctionneront normalement sans aucune restriction.

Organiquement le CN sera composé notamment des commissions suivantes :

1) La *commission de réforme des institutions* : elle aura pour mission de définir les fondements de la nouvelle république et de ses institutions ainsi que la préparation de la plate-forme d'une nouvelle constitution, qui sera publiquement débattue et enrichie avant d'être soumise à un référendum.

2) La *commission des affaires économiques et sociales* : Elle aura pour mission l'examen approfondi de la situation économique et sociale et l'élaboration des éléments d'une nouvelle stratégie de développement économique et sociale pour la période à venir.

3) La *commission de prévention et de sécurité* : Cette commission sera chargée de manière provisoire pendant la période de transition de coordonner entre tous les services de sécurité du pays. Elle sera totalement sous le contrôle du CN et n'aura pas de pouvoir décisionnel.

4) La *commission de vérité et réconciliation* : Cette commission sera chargée de mener les investigations nécessaires pour mettre toute la lumière sur les événements qu'a connus le pays au cours de la décennie écoulée.

Il y a des moments critiques dans l'histoire de chaque nation et c'est la sagesse des Hommes qui fait toute la différence dans ces instants précis. L'ensemble des acteurs politiques, les anciens officiers de l'armée nationale populaire, les cadres intègres de l'Etat et l'ensemble des citoyens sont invités à réfléchir très sérieusement sur le chemin que doit prendre notre pays. Seule une démocratie réelle née de la volonté populaire peut garantir l'Etat de droit. La période de transition consiste précisément à préparer les conditions nécessaires à l'établissement du processus démocratique.

L'Algérie mérite mieux, beaucoup mieux et les jeunes Algériens qui constituent sa force vive doivent être écoutés et pris en considération. Ces jeunes cernés entre deux feux : Celui de la fuite vers des horizons incertains et celui du désespoir et du chaos, ne voient plus d'issue à leurs infortunes dans cette Algérie des généraux.

Tous les jeunes Algériens sont des victimes du système et tous ont très bien compris que ce régime mafieux veut un peuple sur mesure, un peuple servile, sourd, aveugle et incapable de leur demander des comptes.

Assez, c'est assez ! L'Algérie a perdu trop de victimes, trop d'argent et trop de temps. Il est grand temps de mettre fin à l'effusion de sang, aux larmes..., au désespoir..., à la misère..., et à toutes les peines non justifiées qui endeuillent l'Algérie.

Tous les morts se ressemblent, il n'y a point de différence entre les victimes car en fin de compte le seul perdant c'est l'Algérie.

Nous, nous refusons cet état de fait, nous ne devons pas persister dans ce chemin du suicide où l'Algérie a tout à perdre.

Chacun de nous doit en son âme et conscience prendre les décisions qui s'imposent avec comme seul objectif le changement du système actuel par un système où régneront la paix, la justice sociale, la solidarité, la liberté, la dignité et le progrès économique et social dans le respect des valeurs humaines et morales.

Vive l'Algérie et Gloire à nos martyrs.